



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N°478 /DDPP/2018
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L.171-8, L.511-1, R.512-69,

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 1999, réglementant les activités de la société Piscines Desjoyaux (ex société Forez Piscines), zone industrielle du Bas Rollet – 42 Avenue Benoît Fourneyron sur la commune de LA FOUILLOUSE,

VU l'étude de danger transmise par l'exploitant à l'inspection en décembre 2017,

VU la visite d'inspection réalisée le 9 novembre 2018 suite à l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 7 au 8 novembre 2018 sur le site de l'installation de la société Piscines Desjoyaux, zone industrielle du Bas Rollet – 42 Avenue Benoît Fourneyron sur la commune de LA FOUILLOUSE,

VU le rapport de l'inspection des installations classée du 22 novembre 2018 constatant que l'exploitant n'a pas transmis son rapport d'incident suite au sinistre conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement et que les conditions d'exploitation de l'installation sus-visée ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé,

CONSIDERANT qu'au vu de l'étude de danger, il apparaît que le volume d'eau dont dispose l'installation n'est pas en adéquation avec les préconisations de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'exploitant de mettre en conformité le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction,

CONSIDERANT que les limites des stockages sur le site ne sont pas implantées à au moins 20 mètres des limites du site,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société Piscines Desjoyaux, zone industrielle du Bas Rollet – 42 Avenue Benoît Fourneyron sur la commune de LA FOUILLOUSE, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

L'exploitant de la société Piscines Desjoyaux, zone industrielle du Bas Rollet – 42 Avenue Benoît Fourneyron sur la commune de LA FOUILLOUSE est mis en demeure de :

- de transmettre, conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'incident **sous 15 jours**,

- de mettre en conformité, conformément à l'article 2.2.14 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, **sous 1 an** le calcul du débit et de la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en cas d'incendie, avec transmission du plan d'actions **sous 1 mois**,

- de mettre en conformité, conformément à l'article 2.2.16 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction, **sous 1 an** avec transmission du planning **sous 1 mois**,

- de mettre en conformité **sous 1 mois** l'implantation des limites des stockages effectués sur le site à au moins 20 mètres des limites du site conformément à l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de La Fouillouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

11 DEC. 2018

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la société Piscines Desjoyaux
42 Avenue Benoît Fourneyron
ZI du Bas Rollet
CS 50280
42486 LA FOUILLOUSE Cedex

- Mairie de LA FOUILLOUSE

- DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono

